

e-Phaïstos

## e-Phaïstos

Revue d'histoire des techniques / Journal of the history of technology

VI-1 2017 | 2018

Varia

---

## Entretien avec Denis Woronoff

« Avancer par nappes » : de l'histoire de la sidérurgie à l'histoire de l'emballage, en passant par l'archéologie industrielle.

*Interview with Denis Woronoff by Thomas Le Roux and Nicolas Pierrot*

Thomas Le Roux, Nicolas PIERROT et Denis Woronoff

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/3006>

DOI : 10.4000/ephaistos.3006

ISSN : 2552-0741

### Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

### Référence électronique

Thomas Le Roux, Nicolas PIERROT et Denis Woronoff, « Entretien avec Denis Woronoff », *e-Phaïstos* [En ligne], VI-1 2017 | 2018, mis en ligne le 28 juin 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/3006> ; DOI : 10.4000/ephaistos.3006

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Entretien avec Denis Woronoff

« Avancer par nappes » : de l'histoire de la sidérurgie à l'histoire de l'emballage, en passant par l'archéologie industrielle.

*Interview with Denis Woronoff by Thomas Le Roux and Nicolas Pierrot*

**Thomas Le Roux, Nicolas PIERROT et Denis Woronoff**

---

Bonjour Denis Woronoff. C'est un plaisir pour nous de vous interroger sur vos travaux vos recherches. Pouvez-vous nous dire tout d'abord ce qui vous a amené à devenir historien ?

J'ai toujours été historien. Si loin que je remonte dans mon enfance, c'était la seule chose qui me mobilisait. Le fait d'avoir un nom russe et un père récent naturalisé m'a sans doute poussé à savoir d'où je venais. Un moment, j'ai rêvé être journaliste, puis j'ai failli être philosophe, impressionné à l'Ecole alsacienne par l'enseignement de Revault d'Allonnes et en Khâgne au lycée Henri IV par celui de Louis Guillermit. Mais à l'ENS, le terrain était occupé par des camarades brillants – Régis Debray, Etienne Balibar, Pierre Macherey, Alain Badiou, Emmanuel Terray... L'évidence était de revenir à l'histoire. Mes deux parrains, Jean Meuvret et Louis Bergeron, n'ont pas eu beaucoup de mal à me convaincre. Le contexte politique des années 1960 est important, il m'a conduit à m'intéresser à l'histoire de la Révolution française.

Dans quelle mesure votre engagement politique / votre sensibilité politique ont-ils influé sur votre parcours d'historien ? Votre parcours d'historien vous a-t-il amené à prendre du recul ou au contraire renforcer votre pensée politique ? Vous parlez d' « histoire impliqué », c'est-à-dire ?

Au début de mes années d'études supérieures, j'étais assez lié à François Furet, à travers notre commune appartenance au PSU auquel j'avais adhéré, en 1959, dans l'enthousiasme de la lutte contre la guerre d'Algérie. J'ai sympathisé aussi avec Denis Richet, Michelle Perrot, Rolande Treppe, entre autres qui n'étaient pas précisément des proches de Soboul. À cette époque, il fallait « choisir son camp »... L'ordinaire du militant dans ces années de lutte, était fait de « manifs » souvent interdites, de réunions agitées, de tractages mémorables et, quand même, de débats de bonne tenue. Un autre historien dirigeant du PSU, Jean Poperen, m'a beaucoup apporté sur la pratique politique. C'était un esprit remarquable. Après quelques années, cette effervescence s'est apaisée. Quittant le statut de quasi-permanent pour celui d'enseignant en

formation, j'ai pu mesurer ce qu'avait apporté le marxisme à la française, dans son moment le plus excessif et le plus fascinant : aider à penser la société dans son histoire, tout en délivrant d'arrogants oukases ; les rapports de production ou l'intensité du travail étaient aussi soumis à l'examen. L'histoire industrielle – qu'on dira peut-être plus positiviste – n'était pas aussi politiquement sensible que l'avait été l'histoire ouvrière. D'autres enjeux – plus professionnels – divisaient ou réunissaient la communauté des historiens.

La question des biens nationaux est une des premières recherches d'importance de votre carrière. Pourriez-vous nous dire pourquoi cette question vous semblait si importante ?

Grand découvreur d'archives, Louis Bergeron avait déniché les liasses relatives à Jean-Baptiste Le Roy de Camilly, payeur des rentes de l'Hôtel de Ville. J'ai commencé par faire une monographie de ce personnage. Pour la thèse, je voulais revenir à la Révolution, et Louis Bergeron m'a orienté, une nouvelle fois, vers des sources inexploitées. Je m'intéressais à l'histoire de l'industrie, à l'histoire de la production dans son rapport à l'histoire politique : comment passe-t-on d'un système à l'autre, comment s'est fait le basculement des entreprises, d'abord sidérurgiques, de la propriété cléricale et nobiliaire à la bourgeoisie ? Je choisissais d'étudier les biens nationaux *non agraires*, beaucoup plus nombreux qu'on ne le croyait, qu'il s'agisse de verreries, de forges, de mines... Les sources ne manquaient pas. Bertrand Gille me conseillait de me concentrer sur une branche. Ce fut la métallurgie, et ses centaines d'usines. Il faut se rappeler que le clergé et la noblesse émigrée possédaient les deux tiers de la métallurgie française. Il ne s'agissait pas que de travailler sur la propriété, mais sur le renouvellement de la sphère politique. Impossible de se restreindre à une région : ce qui m'importait, c'était de voir les décalages, les systèmes de production, les systèmes techniques, en même temps que la nature des produits. J'en suis arrivé à l'idée que décrire l'histoire du grand basculement de la propriété industrielle – passé inaperçu au temps de la domination de l'histoire agraire – n'empêchait pas de proposer une « histoire totale », telle qu'on pouvait la penser à ce moment-là, en tout cas une histoire élargie, de la métallurgie comme *branche en révolution*.

Êtes-vous venu à l'histoire des techniques en décloisonnant les champs traditionnels de l'histoire économique ?

Concernant ma façon de procéder, j'aime à dire que j'avancais par nappes. Ainsi, en travaillant sur la métallurgie, je me suis intéressé aux produits, à leur qualité et à leur diffusion. C'est ce qui m'a conduit à étudier la circulation des marchandises. En fouillant une question, on découvre d'autres dimensions, d'autres questions surgissent par incidence, que l'on néglige souvent faute de temps ou, plus grave, faute de savoir les remarquer. C'est pourquoi j'ai travaillé avec Jean-François Belhoste et Alessandro Stanziani sur la qualité des produits. On croit comprendre comment fonctionne une entreprise sidérurgique ou une mine, on suit la chaîne opératoire, puis on perd de vue la marchandise : où va-t-elle, pourquoi, comment et pour qui ? D'où notre intérêt pour les techniques et le matériel de transport. Prenons l'exemple de la largeur des jantes : en imposant une certaine largeur de jante aux voitures en charge du transport des pondéreux, l'administration protégeait le réseau routier. Il existe donc toute une législation sur la jante, pas ou peu respectée en raison du coût de fabrication d'une charrette, mais suffisante pour susciter la production de certains types d'aciers, et le développement de certains savoir-faire. Les processus de normalisation sont certes le fait des administrations, mais peut-être surtout l'une des grandes prérogatives du

commerce. Les transporteurs, et leurs ouvriers qui portent des charges faramineuses, obligeaient les industriels à calibrer leurs produits, à limiter le poids de chaque lot. Et bien sûr, cela pose la question de l'emballage sur laquelle nous reviendrons. Il y avait ensuite d'autres champs à investir, évidents somme toute : celui de la concurrence entre le fleuve et la route, jusqu'au détail des modes de livraison au consommateur, autant de connaissances négligées si l'on se cantonne aux seuls sites de production. Les péages, étudiés en détail par Anne Conchon, faisaient partie du jeu. J'ai distribué une dizaine de sujets de maîtrise sur les voies d'eau, la Juine par exemple. Cela ne faisait pas une « histoire totale », mais rien n'empêchait d'élargir, à condition de rassembler une équipe. Toujours aller plus loin, sans se disperser, jusqu'aux limites de ses compétences. J'élargissais par voisinage ma démarche jusqu'au moment où je me disais : « là, je vais trop loin ».

Vous considérez-vous comme un historien des techniques ?

Influencé par François Sigaut, j'ai pensé un moment que l'innovation était une très bonne clé pour faire une histoire permettant de combiner les démarches d'histoire industrielle et d'histoire des techniques. J'ai exprimé ma position dans un article publié en 1998 dans les *Mélanges offerts à François Caron*. Face à ceux qui présentaient le chemin de l'innovation technique comme une voie royale conduisant d'une innovation à l'autre, j'indiquais – à partir de mon expérience d'historien de la sidérurgie et du patrimoine industriel – que l'innovation en tant que rupture était rare et que, pour l'essentiel, le quotidien des techniques était celui de la continuité et de la répétition ; qu'il fallait, par conséquent, resituer l'innovation dans ce contexte massif d'une industrie qui se répète et se reconstitue, et non se contenter de tracer un chemin glorieux. Contre cette forme de téléologie, j'avais donc réfléchi notamment à la façon dont l'ouvrier, son employeur, éventuellement son contremaître, pensaient la répétition. Répéter, cela veut dire aboutir à l'excellence : le geste ou le système sont tellement prévus, tellement maîtrisés, tellement fluides, que le résultat est tout à fait exceptionnel. L'introduction d'une innovation-rupture est alors vécue comme par les ouvriers détenteurs d'un savoir-faire comme une prise de pouvoir. Les ingénieurs des mines ont parfois écrit des choses extrêmement dures sur la paresse supposée de la main d'œuvre : les ouvriers étaient tellement aptes à faire marcher les machines et à produire la marchandise commandée qu'il n'y avait aucune raison de changer de système, surtout lorsque la consigne était précisément d'aboutir à une parfaite coordination des outils, pour un fonctionnement sans heurt ou sans grippage. La situation était vécue par les ingénieurs comme un blocage, eux dont la fonction était d'accroître la productivité par l'innovation, de sortir de ce monde rassurant, et de faire accepter les changements. C'était une critique implicite à l'encontre des historiens de l'innovation, pour ceux qui auraient tendance à replier toute la technique sur l'innovation.

Vous avez souvent participé à des initiatives permettant de décloisonner les sous champs historiographiques. Comment concevez-vous le travail d'historien, quelle est la part des démarches collectives ?

J'apprécie particulièrement les réflexions qui progressent collectivement, si cela ne brime pas la parole individuelle. Quand on est seul, on creuse plus loin son sillon, évidemment, sans avoir à négocier, jusque dans l'écriture, avec plusieurs fortes personnalités. Mais on laisse trop de sujets en friches, faute de compétences. En m'accueillant à Cornell, Steven Kaplan, le grand historien du pain, m'avait présenté

comme « un homme de réseaux » et « fondateur de groupes ». Il voulait sans doute dire que, loin de ne porter qu'un projet personnel, j'avais sur des terrains connexes à mes recherches en associant des collègues avec qui j'aimais travailler. Que ce soit sur les forêts, sur les mines ou sur les images, je me suis retrouvé dans la sympathique nécessité de grouper des gens, parce que je n'imaginai pas avoir la capacité ni la formation pour traiter seul de ces questions. Ainsi, après avoir lancé, avec Jean Boissière et Daniel Roche notamment, le *Groupe d'histoire des forêts françaises*, et avoir constaté qu'il fonctionnait fort bien avec des collègues compétents, emmenés par Andrée Corvol, j'ai pris du recul. Je n'avais jamais pensé que je deviendrais un historien des forêts, au sens où j'étais historien de la métallurgie. Il m'aurait fallu investir massivement dans ce nouveau chantier. La tâche que je m'étais donné un moment de coordination m'avait suffi. Le *Groupe d'histoire des mines et de la métallurgie* a souffert rapidement de plusieurs retraits, et ce fut un déchirement, mais je me souviens d'un moment de notre histoire commune, où de nombreux sites isolés ont pu profiter de l'aura de Buffon – nous étions à la mode ! – et bien sûr de l'Écomusée du Creusot. Il en est resté quelque chose : les travaux de Serge Benoit sont devenus un passage obligé de l'historiographie ; grâce à cette effervescence et aux habitudes de travail, notre opération s'est poursuivie dans un cadre plus académique : il me semble que nous avons réussi à démontrer l'existence d'une voie française de l'industrialisation, sans modèle mécaniste. J'ai eu le plaisir, étant invité à Prato pour une semaine consacrée à l'histoire de l'énergie, d'être accompagné d'une dizaine de collègues français travaillant sur l'histoire des forêts, quand chaque pays n'était représenté que par deux ou trois chercheurs : nous avons sans doute alors marqué des points. Quant au *Groupe d'histoire des mines et de la métallurgie*, il a réussi à cristalliser certaines problématiques utiles au développement de l'archéologie industrielle.

L'archéologie industrielle a retenu votre attention - vous en êtes l'un des fondateurs en France - pourquoi dites-vous que vous partiez alors en « mission » ? Que vous inspire la dénomination maintenant dominante de « patrimoine industriel » ?

Le projet de *Musée éclaté de la sidérurgie en Bourgogne du Nord* (1977) était un projet militant et difficile, parce qu'il ambitionnait de faire vivre plusieurs sites liés entre eux : Buffon bien sûr, mais aussi Ampilly-le-Sec, Marcenay, Sainte-Colombe-sur-Seine... Il avait toutes les chances d'exister, les bâtiments n'étaient pas effondrés, la thématique était pertinente, il y avait une envie d'aboutir, l'association vivait avec l'accord au moins implicite du maire. Un projet concret, au service d'un patrimoine exceptionnel, qui a malheureusement achoppé sur l'impossibilité, surtout, de s'adosser à une collectivité de taille suffisante. Avec Serge Benoit et Bernard Rignault, nous gardons la satisfaction d'avoir accumulé des résultats scientifiques et d'avoir fait connaître plusieurs sites. J'ai été un moment perturbé quand le concept de « patrimoine industriel » est arrivé. Qu'en faire par rapport à l'archéologie industrielle ? Les deux notions ne sont pas entièrement superposables. L'archéologie industrielle est une démarche qui part des traces, aussi bien matérielles que psychologiques de l'industrie, vivantes ou non, et qui vise à comprendre la façon dont le patrimoine industriel s'est comporté, s'est développé. Je pense que j'ai suivi comme tous les autres la démarche de Maurice Dumas, qui a lancé – et fait financer – la première grande enquête nationale et qui, présent dès les premières rencontres internationales, nous a dit : « vous vous dites historiens de l'industrie, alors vous feriez bien d'en regarder les traces matérielles » – sous-entendu pour répondre à vos questions et enrichir vos problématiques. Serge Chassagne, avec sa vivacité coutumière, a compris par exemple

l'intérêt de la démarche pour analyser les formes de commandement, liées aux espaces internes de surveillance de la main d'œuvre. En introduisant un soupçon d'anthropologie, l'archéologie industrielle permettait de raisonner en termes d'espace confiné, de déplacements et d'emplacements, et de nourrir ainsi ce que j'ai appelé la physiologie historique du travail. Il fallait consacrer du temps et de la place à une analyse des lieux de production, des espaces de production, des déplacements productifs, pour apporter un nouvel atout à notre histoire générale de l'industrie. Car avouons-le, ce qui nous motivait avant tout, avec Louis Bergeron et Serge Chassagne, mais aussi Yves Lequin, Albert Cayez ou Alain Corbin – dans le cadre l'association pour l'histoire matérielle de la civilisation industrielle, l'une des fondatrices du CILAC en 1978 – c'était de savoir ce que l'archéologie industrielle pouvait apporter à l'histoire de l'industrie. L'effervescence contemporaine autour du patrimoine industriel a quelque peu effacé cette question, comme nous l'avons déploré avec Jean-François Belhoste dans une récente livraison de la revue *Monumental*. Il faut y revenir, car l'analyse intime du site et de son paysage peuvent nourrir les problématiques les plus anciennes – mise en évidence de tissus industriels complexes jusqu'alors ignorés – comme les plus récentes – je songe à l'histoire environnementale. Bien sûr, je suis allé sur le terrain – en poussant quelques brouettes sur le site de Buffon – mais mon rôle a surtout été d'encourager la démarche, dans une position d'aide auprès de l'Inventaire général, dans les commissions d'évaluation, au CNRS, au Ministère de la Culture. En m'efforçant aussi de donner un sens à ce que nous étions en train de faire, dans les préfaces aux *Cahiers du Patrimoine* sur la sidérurgie surtout, et dans quelques articles – « Le patrimoine industriel, un nouveau chantier », paru dans les *Annales*, est une commande de Jacques Revel.

Votre dernier défi historiographique a été d'écrire une histoire de l'emballage qui s'apparente justement à cette « avancée par nappe » que vous décrivez.

Oui, il était évident pour moi que l'emballage soulevait des questions fondamentales. Mais le projet éditorial, accepté avec enthousiasme par Didier Terrier, s'est avéré plus difficile et plus risqué que prévu. J'y suis venu, une fois encore, par les questionnements engagés de longue date sur le cheminement des marchandises. Même les marchandises qu'on croit rustiques, comme un poêle en fonte ou des barres de métal, doivent être comptées, pesées, protégées et identifiées. L'emballage fait partie de la certification du produit, il contribue à garantir que le produit sera bien livré en bonne forme et en bon état. Il y a donc tout un peuple chargé de vérifier, qui se déploie le long des axes fluviaux et terrestres. Et puis l'emballage met en valeur le contenu : au-delà de sa mise en forme par la réglementation et les nécessités du commerce, il doit séduire et répondre à des critères esthétiques. L'histoire de l'emballage est aussi une histoire des matériaux, donc une histoire des techniques. Ce qui m'a frappé, c'est la coexistence de matériaux différents dans le temps long : il existe peu de matériaux désuets. Le carton, par exemple, reste un matériau phare, innovant, moderne, à l'emploi massif, mais qui peut échapper à l'historien : son évidence ne justifie pas qu'il soit mentionné dans un texte ou l'inventaire de commerçant. C'est vrai aussi pour le verre. Suivre, sur le temps long, la coexistence et l'évolution des usages des matériaux – à condition de se renouveler constamment, de faire face aux nouvelles demandes, aux nouvelles modes – me semble être une bonne méthode en histoire des techniques. C'est une autre façon de parler d'innovation : contre la tendance à privilégier les phénomènes de

disqualification – il est vrai que certains métaux en chassent d'autres –, c'était souligner la capacité de certains matériaux à résister à la concurrence.

Avec l'emballage se pose la question des déchets. Avez-vous le sentiment d'avoir contribué à l'essor de l'histoire environnementale, un champ émergent depuis une quinzaine d'années ?

La pratique des sources du XVIII<sup>e</sup> siècle, où les protestations sont rares, ne m'a pas sensibilisé à ce type de questionnement, dans un premier temps. Mais bien sûr, la problématique monte en puissance jusqu'à nos jours. J'ai bien sûr remarqué la manière dont l'environnement est blessé par les déchets de l'industrie, par les besoins de l'industrie en matériaux nouveaux, mais le problème était sous-entendu, voire inaperçu. Reste que c'est bien à l'historien de dévoiler l'implicite. Mes travaux ont alors croisé les questions environnementales. En sidérurgie par exemple, la question énergétique est fondamentale : la part du combustible représente 60 % du prix du produit. D'où mon intérêt pour l'histoire des forêts. Et pour « s'introduire en forêts », il fallait comprendre quels types d'arbres on brûlait, à quel rythme on les coupait, qui était propriétaire, qui était destinataire, etc... Ces questions n'étaient que rarement posées par les historiens. Ce qui m'intéressait, c'était de confronter les savoirs de plusieurs disciplines, de les sensibiliser à l'histoire des usages du bois, notamment en sidérurgie. L'apport des ingénieurs des Eaux et Forêts, des chercheurs de l'INRA, des ethnologues a été fondamental. Malheureusement, peu de géographes ont été mobilisés – à l'exception notable du géophysicien Georges Bertrand, préfacier de *Histoire rurale de la France*, qui nous a aidés penser par échelles, à nous installer sur les territoires. Sans avoir le sentiment d'avoir contribué directement à l'essor de l'histoire environnementale, la problématique s'est imposée sur le mode de l'évidence. Étudier la dégradation des peuplements dans la forêt de Tronçais, ce n'était pas seulement étudier les besoins et les effets d'une forge à l'âge classique, c'est faire un premier pas vers l'étude en soi de l'impact environnemental de l'industrie. Plusieurs maîtrises, plusieurs discussions dans la discrétion de nos séminaires nous ont permis d'avancer, mais il aurait fallu recourir aux compétences des botanistes, des phytogéographes... Il en reste l'élargissement d'une démarche d'histoire des techniques sidérurgiques, cantonnées à un site, vers la prise en compte des paysages et des territoires, habités et gérés par des populations dont il faut comprendre les savoir-faire et les relations sociales – ce que nous ont montré, par exemple, Sébastien Jahan et Emmanuel Dion dans *Le Peuple de la Forêt* (2003). L'histoire de l'environnement s'inscrit aussi dans la trajectoire de l'histoire des techniques. C'est dans cet esprit que j'ai jalonné mon *Histoire de l'industrie en France* d'allusions aux questions environnementales.

La géographie et la question des échelles traversent votre œuvre, bien que vous n'abordiez pas frontalement la problématique : les paysages et la cartographie mériteraient-ils plus d'attention ?

Oui, la question des paysages – leur construction comme leur destruction – m'a longtemps préoccupé. J'avais voulu proposer de regarder autrement les paysages de l'industrie, d'élaborer une démarche pour les saisir, à la manière de Marcel Roncayolo qui nous appris à lire un paysage et son évolution. Quand j'étudiais la sidérurgie du XVIII<sup>e</sup> siècle, j'avais été frappé, avec d'autres, par l'indifférenciation morphologique et architecturale des bâtiments industriels, des affineriers, des salles de coulée – certes pas des hauts fourneaux – par rapport aux bâtiments ruraux notamment. C'est d'ailleurs cette indifférenciation, et leur faculté à être réaffectés, qui les ont protégés et nous

donne de pouvoir les étudier aujourd'hui. Par ailleurs, l'emprise territoriale des établissements est rarement négligeable, parfois plusieurs dizaines d'hectares : dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, cela modifiait le regard des contemporains sur un paysage avant, pendant et après l'arrivée de l'industrie. Cette connaissance préalable est d'autant plus importante qu'il est parfois difficile de repérer aujourd'hui les traces de ces lieux d'industrie dans leur plus grande extension.

Bien que moderniste, vous avez régulièrement « empiété » sur la période postérieure, le long terme est-il si important ?

La démarche est toujours périlleuse, mais la souplesse du CNRS me permettait de franchir les frontières académiques en vigueur dans les universités, sans être victime des luttes d'influence entre champs établis. Ainsi pour l'histoire des forêts, qui nécessitait une approche sur le long terme. Justement, ce qui m'a plu dans l'étude des forêts, c'est cette couverture chronologique très large jamais envisagée par les historiens, une chronologie sans étapes préétablies, suspendant les bornes traditionnelles, conduisant de la Guerre des Gaules au XX<sup>e</sup> siècle.

Dans plusieurs de vos livres, vous traitez l'image avec un statut particulier, de façon magistrale, en particulier dans votre ouvrage *Gens des ateliers et des usines*. L'histoire des représentations peut enrichir l'histoire des techniques, dans quelle mesure ?

Au début de ma carrière, je ne me serais jamais risqué à un commentaire d'images... L'idée, c'est évidemment de ne pas répéter ce que l'on voit sur l'image, mais ne pas tomber non plus dans une sorte de prétexte à érudition et à commentaires de réalités invisibles sur l'image. L'objectif était de toucher le social, le politique et l'idéologique, sans négliger l'approche technique – car la compétence de l'historien de l'industrie reste indispensable pour déjouer les pièges de la représentation. Il fallait alors s'interroger sur les commanditaires, sur leurs objectifs, sur la maîtrise du résultat ; sur la manière dont un dessinateur ou un opérateur pouvait obtenir le droit d'entrer, dont le travail était contrôlé ; sur ce que les images disent ou ne disent pas de l'industrie, sur la réception de ces images, par les clients de l'entreprise – on songe à la force des vues obliques sur les papiers à en-têtes –, par les lecteurs de la presse illustrée, par les amateurs de peinture... Ces images nous parlent de valeurs. Mais n'oublions pas que le champ des représentations couvre non seulement les images, mais aussi les textes. Il faut donc y intégrer la littérature. Je m'y suis intéressé récemment, notamment dans une esquisse pour *Les paris de l'industrie* (2013). Ces escapades m'ont permis de m'extraire un peu d'une histoire trop techniciste de l'industrie, de l'approcher sous l'angle politique et idéologique. J'ai sans doute été amené à ces réflexions par le mouvement général des historiens qui, via l'histoire culturelle et l'influence des *Annales*, sont passés d'une histoire matérielle à une histoire des représentations.

Quel est votre rapport à l'histoire de Paris ?

Ayant affûté mes connaissances sur les industries lourdes et rurales de la Révolution et de l'Empire, je ne soupçonnais pas l'intensité des concentrations industrielles dans Paris, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Bien à tort ! Les remarquables travaux sur le faubourg Saint-Antoine, par Raymonde Monnier ou Dominique Hervier, ont alimenté nos réflexions de séminaires. On y discutait, avec Jean-François Belhoste et Paul Smith, de la complexité et de la variété des informations à mobiliser – y compris les traces matérielles – pour traquer l'activité à Paris, son ancrage dans le territoire. À partir de quelques acteurs, on tirait quantité de fils. Il fallait enfin, pour changer l'image de la ville, et montrer qu'elle fut un foyer majeur de l'industrie européenne, mobiliser la littérature. Et de fait, je suis



devenu un peu historien de Paris. Dans le livre que j'avais imaginé écrire, une place essentielle devait être accordée aux paysages de l'industrie parisienne vue par les écrivains, de Flaubert à Simenon...

Vous définissez l'historien comme un écrivain avant tout : pouvez-vous en dire plus ?

C'est sans doute le compliment qui m'a le plus touché venant d'Ernest Labrousse, quand il m'a félicité de mon écriture. Prendre le temps de bien écrire, c'est toujours ce que je me suis imposé, c'est-à-dire être rigoureux dans ses énoncés, et si possible être plaisant, séduisant. Il me semble que le soin de l'écriture est un aspect important du métier d'historien, de mon métier. C'est ainsi que pensaient les plus grands, tous ceux que j'admire, de Pierre Goubert à Louis Bergeron. Leur parole a porté, aussi, parce qu'ils ont su être de vrais écrivains. On ne doit jamais faire le deuil de l'écriture.

---

## ANNEXES

### Bibliographie sélective

#### Ouvrages

*La République bourgeoise de Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire, Nouvelle histoire de la France contemporaine », 1972.

*L'Industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984.

*Histoire de l'industrie en France, du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1994.

*François de Wendel*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

*La France industrielle, gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Paris, Éditions du Chêne, 2003.

*Histoire de l'emballage en France du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Presses universitaires de Valenciennes, 2015.

#### Direction d'ouvrages

*Espaces forestiers et Révolution*, Paris, L'Harmattan, 1989.

(Avec Bernard Garnier et Jean-Claude Hocquet), *Introduction à la métrologie historique*, Économica, Paris, 1989.

*Forges et forêts, recherches sur la consommation proto-industrielle de bois*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.

*La circulation des marchandises dans la France de l'Ancien Régime*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998.

(Avec Michel Balard), *Artisanat, industrialisation et désindustrialisation à Paris et en Ile-de-France*, colloque de Meaux (1999), Paris, FSHAPIF, 2000.

(Avec Nicolas Pierrot), *Les images de l'industrie de 1850 à nos jours*, colloque de Bercy (2001), Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.

(Avec Philippe Minard), *L'argent des campagnes. Échanges, monnaie, crédit dans la France rurale d'Ancien Régime*, colloque de Bercy (2000), Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003.

(Avec Philippe Mioche), *L'acier en France. Produits et marchés, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2006.

(Avec René Favier, Gérard Gayot, Jean-François Klein et Didier Terrier), *Tisser l'histoire. L'industrie et ses patrons, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, Mélanges offerts à Serge Chassagne*, Presses universitaires de Valenciennes, 2009.

(Avec Ivan Kharaba, Anne Dalmasso, Philippe Mioche et Philippe Raulin), *Politiques industrielles d'hier et d'aujourd'hui en France et en Europe*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2009.

#### Articles

« Tradition et innovation dans la sidérurgie : un exemple de gestion d'entreprise en Haute-Marne pendant la Révolution et l'Empire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 17, 1970, p. 559-573.

« Le monde ouvrier de la sidérurgie ancienne : note sur l'exemple français », *Le Mouvement Social*, 97, 1976, p. 109-119.

« Les archives d'entreprises, sources : les minerais, volume et mesurage, dans Bernard Garnier, Jean-Claude Hocquet, Denis Woronoff (dir.), *Introduction à la métrologie historique*, Économica, Paris, 1989, p. 87-92 et p. 283-286.

« L'industrialisation de la France de 1789 à 1815. Un essai de bilan », *Revue économique*, 40/6, 1989, p. 1047-1059.

« L'archéologie industrielle en France, un nouveau chantier », *Histoire, économie, société*, 8/3, 1989, p. 447-458.

« La "dévastation révolutionnaire" des forêts », dans Denis Woronoff (dir.), *Espaces forestiers et Révolution*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 44-52.

« La politique des autorisations d'usines et la question des bois », dans Denis Woronoff (dir.), *Forges et forêts, recherches sur la consommation proto-industrielle de bois*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 57-85.

« Histoire des forêts françaises, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, résultats de recherches et perspectives », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 6, 1990, p. 25-36.

« Économie de guerre et intervention de l'État », *État, finances et économie pendant la Révolution française*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991, p. 283-293.

« L'histoire des techniques en France : esquisse d'un bilan », *Économie et sociologies rurales*, 6, 1991, p. 43-54.

« Un entrepreneur d'ancien type en Révolution : le bourguignon Jean-Baptiste Bureau », n° spécial *Entreprises et Révolution, Histoire, économie et société*, 12/1, 1993, p. 63-76.

« Penser l'industrie en Révolution », dans Louis Bergeron et Patrice Bourdelais (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?*, Paris, Belin, 1998, p. 159-176.

« Le quotidien des techniques, de la répétition aux aménagements », dans Dominique Barjot, Michèle Merger, (dir.) *Les entreprises et leurs réseaux : hommes, capitaux, techniques et pouvoirs, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Mélanges en l'honneur de François Caron*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1998, p. 785-791.

« Le charbon épuré, un essai manqué », dans Paul Benoit et Catherine Verna (dir.), *Le charbon de terre en Europe occidentale avant l'usage industriel du coke*, Turnhout, Brepols, 1999, p. 169-176.

« Une nouvelle source d'énergie : le charbon en France à l'époque moderne », *Economia e Energia secc. XIII-XVIII* (34<sup>e</sup> Semaine de Prato), Florence, Le Monnier, 2003, p. 711-724.

« Postface », dans Alessandro Stanziani (dir.), *La qualité des produits en France*, Paris, Belin, 2003, p. 291-302.

(Avec Jean-François Belhoste), « Ateliers et manufactures : une réévaluation nécessaire », in Raymonde Monnier (dir.), *À Paris sous la Révolution, nouvelles approches de la ville*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2008, p. 79-91.

« Le rôle de l'État dans le développement des ressources charbonnières en France, fin XVIII<sup>e</sup> siècle – fin XIX<sup>e</sup> siècle », dans Alain Beltran, Christophe Bouneau, Denis Varaschin, Jean-Pierre Williot (dir.), *État et énergie, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2008, p. 97-108.

« Une France "colbertiste" ? Quelques remarques sur les politiques industrielles en longue durée », dans Ivan Kharaba, Anne Dalmasso, Philippe Mioche, Philippe Raulin, Denis Woronoff, *Politiques industrielles d'hier et d'aujourd'hui en France et en Europe*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2009, p. 9-23.

« Images littéraires de l'industrie à Paris, de Balzac à Zola », dans Thomas Le Roux (dir.), *Les paris de l'industrie, 1750-1920*, Grâne, Créaphis, 2013, p. 147-149.

« Le patrimoine industriel : une nouvelle approche de l'histoire de l'industrie », dans Paul Smith (dir.), « Le patrimoine industriel », *Monumental*, 2015, p. 15-18.

## INDEX

**Mots-clés** : histoire des techniques, France, archéologie industrielle, patrimoine industriel, histoire des forêts, histoire industrielle, histoire de la métallurgie, histoire des représentations, histoire des images

**Keywords** : history of technology, France, industrial heritage, industrial history, history of metallurgy, history of pictorial and literary representations

## AUTEURS

### THOMAS LE ROUX

Thomas Le Roux est chargé de recherches au CNRS (CRH-EHESS). Il travaille sur l'histoire environnementale et, plus précisément, sur l'histoire de l'impact de l'industrialisation sur

l'environnement (pollutions, santé au travail, risques et accidents, etc.). Il a publié notamment *Le laboratoire des pollutions industrielles, Paris, 1770-1830*, Paris, Albin Michel, 2011, et avec François Jarrige, *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2017.

#### NICOLAS PIERROT

Nicolas Pierrot est conservateur en chef du patrimoine au service Patrimoines et Inventaire de la Région Île-de-France, et chercheur associé au Centre d'Histoire des techniques de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (IHMC). Il partage ses activités entre l'histoire culturelle de l'industrie et l'archéologie industrielle. Il a récemment dirigé *L'industrie au vert*, Paris, 2017, et prépare la publication de : *Les images de l'industrie en France, peintures, dessins, estampes (1760-1870)*.

#### DENIS WORONOFF

Denis Woronoff a été chercheur au CNRS de 1972 à 1992, professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne de 1992 à 2001, puis professeur émérite de cette université de 2001 à 2010. Directeur de l'Institut d'Histoire moderne et contemporaine (IHMC) de 1982 à 1987, il a co-fondé en 1997 l'UMR 8533 Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie et de la Société (IDHES, initialement IDHE). Spécialiste d'histoire de la sidérurgie aux époques révolutionnaire et impériale, il a étendu ses recherches à l'histoire économique de la France, à l'histoire des techniques et aux représentations de l'industrie. Il a participé à la diffusion de l'archéologie industrielle en France, notamment comme membre fondateur du CILAC en 1979, et comme collaborateur aux ouvrages de l'Inventaire général sur le patrimoine de la sidérurgie. Très attaché au décloisonnement de sa discipline, il a fait l'objet d'un hommage de ses collègues en 2004 : Jean-François Belhoste, Serge Benoît, Serge Chassagne et Philippe Mioche, *Autour de l'industrie, histoire et patrimoine. Mélanges offerts à Denis Woronoff*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.